**F**

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS: CAMEROUN**

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT: OCTOBRE 2021**

|  |  |
| --- | --- |
| **Titre du projet: Stabilisation et relèvement des communautés affectées par la crise sécuritaire à l’Extrême-Nord du Cameroun**  **Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **00119719** | |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):**  Fonds fiduciaire pays  Fonds fiduciaire régional  **Nom du fonds fiduciaire:** | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **OIM (Agence coordinatrice)**  **FAO**  **UNFPA** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 21 JANVIER 2020  **Date de fin de projet:** 16 OCTOBRE 2021  **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** | |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**  Initiative de promotion du genre  Initiative de promotion de la jeunesse  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)  Projet transfrontalier ou régional | |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):**  **Agence récipiendaire Budget**  OIM $ 933018.60  FAO $ 666824.00  UNFPA $ 600484.00  Total: $ 2 200 326,60  Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 98%  \*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\*  **Budgétisation sensible au genre:**  Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 785743.80  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 699311.00 | |
| **Marquer de genre du projet: GM1**  **Marquer de risque du projet: ELEVE**  **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »): Prévention/gestion des conflits** | |
| **Préparation du rapport:**  Rapport préparé par: MOUSSA SORO  Rapport approuvé par:  Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: | |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Le projet est arrivé à son terme et toutes les activités initiées en faveur des communautés hôtes, populations déplacées internes et des retournés dans le cadre du relèvement et de la stabilisation dans l’Extrême Nord du Cameroun ont été exécutées. Il s’agit du soutien à l’autonomisation des communautés, la réduction des violences communautaires, le plaidoyer pour la prise en compte des besoins des jeunes et des femmes dans les Plans Communaux de Développement, le soutien à la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) pour l’exécution du Projet Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) à travers le renforcement des capacités des membres du Gouvernement ainsi que les leaders traditionnels et religieux au niveau régional et national, les activités de cohésion sociale et les activités de relèvement économique. Ces activités ont été réalisées dans les 18 localités d’intervention du projet dont la localité de Waza avec l’appui des sectorielles concernées dans l’objectif de la pérennisation des acquis en vue de la stabilisation des communautés.

Les différentes étapes de mise en œuvre du projet dont l’élaboration, la planification des activités, l’exécution et le suivi ont été respectées. Tous les staffs du projet ont été recrutés et contractualisés. Les partenaires de mise en œuvre du projet ont tous été contractualisés et ont implémenté les activités conformément aux clauses de leurs contrats. L’évaluation finale du projet sera faite comme planifiée suivant les 3 mois après la date de clôture du projet.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

N/A

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

Le projet a visiblement contribué au renforcement de la gouvernance locale, de la relance économique et de la cohésion sociale en rétablissant la confiance des citoyens en l’Etat en améliorant leur participation à la gouvernance locale, le relèvement et la réintégration socio-économique, ainsi qu’un renforcement des mécanismes de résolution de conflit et de médiation communautaire. Par exemple, les populations bénéficiaires du projet ont à présent un accès facilité aux systèmes de gouvernance, sont mieux considérée et sont incluses dans les réflexions liées à la gouvernance. Il reste à démontrer comment cette amélioration impactera les interactions communautaires pour le soutien de l’effort de consolidation de la paix dans la région de l’Extrême-Nord.

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

L’approche participative dans la mise en œuvre du projet a eu un impact très positif sur la qualité des activités et les résultats obtenus. Notamment le soutien économique apporté aux jeunes et aux femmes en situation de détresse psychologique. En effet, dans la prise en charge holistique, ces populations ont bénéficié d’un appui en petits ruminants, d’un soutien psychosocial, d’un appui en formation/apprentissage d’un métier, d’un appui multiforme en matériel et soutien à l’installation individuel ou communautaire selon l’activité génératrice de revenus au choix. Cette approche a permis de soutenir efficacement le relèvement de ces populations sur le plan économique, psychologique et communautaire. Les verbatim ci-dessous illustrent le degré de satisfaction exprimé par des bénéficiaires du projet.

*« Je m’appelle KATALE, je suis âgée de 18 ans, je suis déplacée interne à Mora venant de Amchide. En 2016, les Boko haram ont tué mon père sous mes yeux […], c’était douloureux et depuis lors je ne parvenais plus à dormir […]. J’ai eu des crises et je ne parvenais plus à travailler. Grâce au projet et à OIM j’ai été identifiée et accompagnée par le psychologue de l’ONG CAPROD partenaire de OIM et le psychiatre de l’hôpital de Mora […]. Aujourd’hui je me sens beaucoup mieux et j’ai repris une vie normale. »*

Pour ABBA Bintou, bénéficiaire veuve (qui a reçu des bêtes de génitrices) déplacée sur site de Mémé-Igawa : *« J’avais perdu mon mari durant les attaques de Boko Haram et je me suis retrouvée avec les autres déplacées sur site de Mémé-Igawa. Pour moi la vie n’avait plus de sens, sans activité, sans mari, il faut toujours attendre que les organisations humanitaires volent à notre secours pour avoir des vivres pour le quotidien. La FAO a pensé autrement en nous apportant de quoi donner sens à notre vie. Je ne me lève plus le matin pour me recoucher et dormir. Je dois avoir un programme pour chercher à nourrir les animaux, les abreuver, ainsi de suite et je me rends compte que je deviens importante dans la société. Des trois animaux reçus de la FAO et avec l’appui technique du Comité Diocésain de Développent (CDD) et de notre Délégué, je me retrouve à 8 animaux en moins de deux ans. J’en ai vendu 3 pour me procurer de quoi manger et si Dieu nous donne encore vie le nombre va augmenter malgré les difficultés que nous éprouvons pour la bergerie parce que chacun de nous n’a que 4 m² de logement dans lequel il faut associer tout. »*

En outre, les 16 projets de réduction des violences communautaires (CVR) dans leurs différentes étapes de mise en œuvre (consultations communautaires, choix du projet, réalisation par les communautés elles-mêmes) ont, par leur approche participative et inclusive, fortement contribué à mettre ensemble les différents groupes de population pour réduire les tensions communautaires sous-jacentes ou existantes. Par exemple, la construction de la case de santé communautaire, qui est un choix commun des populations hôtes, déplacées internes et retournées, a permis de faciliter l’accès aux soins de santé primaires, de résoudre les problèmes liés aux accouchements à domicile, à l’éloignement du centre de santé le plus proche, mais aussi de soutenir la stratégie avancée pour la vaccination des nouveau-nés et consultations prénatales. Grâce aux plaidoyers, le Chef de district de Santé de Mora a ajouté une case de santé communautaire dans sa carte sanitaire.

L’implication des leaders traditionnels, de la partie gouvernementale à travers l’appui technique des sectorielles (MINAS, MINJEC, MINADER, MINEPIA, et autres) et les communes de mise en œuvre des activités ont permis l’appropriation et la pérennisation des actions notamment pour le suivi des bénéficiaires du soutien psychosocial spécialisé et non spécialisé, les bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR) individuelles et communautaires, le suivi de la qualité des ouvrages réalisés dans le cadre des projets CVR et la gestion post-projet de ceux-ci.

**Partie II: Progrès par résultat du projet**

***Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.***

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: Les mécanismes communautaires et institutionnels de participation citoyenne et d’accompagnement des populations affectées par la crise sécuritaire sont renforcés et opérationnels**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Une étude sur la prise en compte des préoccupations des jeunes et des femmes dans les Plans Communaux de Développement (PCD) dans les localités du projet a été réalisée. Les principaux résultats ont montré que ces préoccupations n’étaient pas prises en compte dans les versions actuelles de ces plans. Au terme de 5 ateliers de plaidoyers organisés, sur les 5 Plans Communaux de Développement attendus, seul le PCD de la Commune de Koza a déjà été révisé et a intégré les préoccupations des jeunes et des femmes. Les 4 autres communes (Mokolo, Mora, Kousseri et Makari) sont toujours en cours de révision de leurs Plans Communaux de Développement respectifs. Notons que la révision des Plans Communaux de Développement est un exercice impliquant d’autres acteurs hors projet notamment le PNDP (Programme National de Développement Participatif), MINDDEVEL (Ministère de la décentralisation et du Développement Local), FEICOM (Fonds d’Équipement Intercommunal), MINAT (Ministère de l’Administration Territoriale). Pour la commune de Koza, la révision avait déjà été amorcée par l’exécutif communal avant la mise en œuvre des activités du projet.

Une étude sur le fonctionnement des plateformes communautaires et les centres d’écoute citoyens des jeunes et des femmes, réalisée en septembre 2020 dans le cadre du projet par UNFPA, a permis d’identifier le manque de matériel de fonctionnement et d’animation comme principal problème pour leur opérationnalité. Un travail conjoint avec ces structures d’encadrement a été organisé pour identifier le matériel adéquat pour chaque structure d’encadrement pour son fonctionnement optimal. Sur cette base, ces différentes structures ont reçu un paquet minimum de fonctionnement et d’animation en fonction des besoins exprimés. Au total, 34 plateformes communautaires, centre d’écoutes et structures d’encadrement des jeunes et des femmes ont bénéficié des appuis pour leur fonctionnement et opérationnalité. Il s’agit spécifiquement des Centres Multifonctionnels de Promotion de la Jeunesse (CMPJ), des Centres Sociaux et des organisations locales de jeunesse et des femmes.

La collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et de l’Éducation Civique (MINJEC), à travers le Programme National de Volontariat (PNV), a permis de mobiliser et déployer pendant 5 mois, 8 volontaires (5 filles et 3 garçons) dans les cinq communes d’interventions du projet. 153 organisations locales de jeunes et de femmes ont bénéficié d’un renforcement opérationnel et institutionnel de capacités de la part de ces volontaires, notamment dans l’élaboration des outils de planification et de management (plan d’action, rapports, fiches techniques, montage des projets, stratégies de mobilisation des ressources, techniques de team building) ceci pour rendre plus efficace les activités communautaires et promouvoir la paix et la cohésion sociale.

Toujours dans la collaboration avec le MINJEC, un guide de prévention de l’extrémisme violent chez les adolescents a été élaboré et une étude diagnostique du phénomène de radicalisation et de l’extrémisme violent chez les jeunes effectuée et les résultats préliminaires partagés lors d’un atelier tenu à Yaoundé le 27 septembre 2021. Cette étude est un prélude à l’élaboration de la stratégie sectorielle de prévention et de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent chez les adolescents et les jeunes. Les perspectives sont relatives à la poursuite de l'étude dans 7 autres régions du Cameroun.

Le soutien à la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR) pour la mise en place d’une stratégie de réintégration dans le cadre du processus DDR s’est faite au niveau stratégique et opérationnel. Au niveau stratégique, le deuxième atelier régional de réflexion sur le DDRR dans la Région du Bassin du Lac Tchad abrité par le Cameroun en mai 2021 sur le thème « *Harmonisation régionale en matière de réintégration et de réconciliation à base communautaire* », a été l'occasion de réitérer l'engagement du Système des Nations Unies à soutenir la mise en place d'un processus DDR en respect des normes et standards internationaux. Le projet PBF a soutenu et facilité la participation de certains acteurs clés de la partie gouvernementale (membres du CNDDR) à cette rencontre hautement stratégique.

Sur le plan opérationnel, nous pouvons mentionner l’appui matériel au CNDDR de Mora, mais aussi l’appui au renforcement des capacités des parties prenantes au niveau local et national. Dans ce sens, 3 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés sur les thématiques suivantes : « Introduction générale au DDR » ; « Opérationnalisation du DDR » ; « Planning et mécanismes du DDR » ; « Réintégration des femmes, des enfants et des jeunes », ces ateliers ont eu lieu respectivement :

- du 30 juin au 1er juillet 2021 à Garoua, (atelier d’imprégnation des leaders communautaires au processus DDRR avec 35 participants parmi lesquels les leaders traditionnels, les leaders religieux, les leaders de femmes et leaders de jeunes) ;

- du 13 au 14 juillet à Mokolo, (atelier d’imprégnation des membres du sous-comité technique au processus DDR avec 35 participants) ;

- du 21 au 24 septembre 2021 à Douala, (atelier de formation intensive de base pour les parties prenantes au Cameroun sur le DDR avec 35 participants en présentiel et 4 en visio-conférence).

Le centre DDR à l'Extrême-Nord n’a pas donné l’opportunité d'effectuer une opération de communication sur d'éventuelles "success stories" de réintégration d'ex-associés vu le fait que la réhabilitation des ex-associes n’a pas encore véritablement été initiée par le CNDDR. Il a donc été décidé d'orienter la campagne auprès des communautés ciblées vers une sensibilisation sur le statut des ex-associés ainsi que la préparation des cœurs au pardon et à leur acception dans les communautés. C’est ce qui a justifié la mise en place de la campagne de communication et sensibilisation sur les thématiques suscitées. La cohésion sociale et la réconciliation au sein des communautés se sont faites avec l’implication du centre régional de DDR, notamment pour la validation conjointe (centre régional DDR, SNU, ONG) des contenus des messages de sensibilisation radio diffusés et les descentes de sensibilisation communautaires sur les opportunités qu’offrent le Centre DDR.

Pour finir, avec l’appui de 19 relais communautaires identifiés et formés et 10 moniteurs, le projet a pu toucher lors des sensibilisations communautaires sur le pardon, la paix, la tolérance, le vivre ensemble, la cohabitation pacifique, la non-stigmatisation des ex-associés et les opportunités qu’offrent le centre DDR, 7,453 personnes dont 4,015 hommes, 3,438 femmes parmi lesquels 2,079 déplacées internes.

Aussi, lors des 03 émissions radios réalisées et les 21 diffusions de spots sur la paix et le processus DDRR, environ 800’000 auditeurs ont été touchés dans le Mayo-Tsanaga (sources

Radio Echos de Montagne) et environ 35’000 auditeurs dans le Mayo Sava (Source Radio semences de vie). La mise en place de 19 comités de paix dont 4 comités de paix redynamisés a permis de faciliter le dialogue communautaire et d’alerter en cas de conflits. Ainsi, 19 conflits (conflits agropastoraux, conflits autour des points d’eau et stigmatisation des ex associé/otages et populations déplacés internes) ont pu être résolus.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

L’organisation des différents ateliers de formation et des activités de sensibilisation communautaire ont tenu compte de l’aspect genre. Ainsi, les participants des formations étaient constitués aussi bien d’hommes que de femmes. Les sensibilisations communautaires ont été orientées en faveur des femmes et jeunes à un pourcentage encourageant et non négligeable de 56%. De plus, 40% des organisations locales de jeunes appuyées pour la mise en œuvre des activités sont tenues par des femmes.

**Résultat 2:**Les populations vulnérables et affectées par la crise sécuritaire sont économiquement autonomisées pour une meilleure réinsertion et réintégration sociale

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Une étude de marché sur les opportunités d'emploi, le travail saisonnier et l'impact du Covid sur le tissu économique local a été réalisée par un consultant de l’OIM et le rapport des résultats de cette étude est en cours de finalisation. Cette étude mettra d’une part en évidence les zones potentielles d’accueil et de réintégration des ex associés si ces derniers ne sont pas favorables à une réintégration dans leurs villages d’origine et d’autre part elle présentera l’impact du Covid 19 sur les activités économiques des communautés.

Les activités de renforcement économique en vue de l’autonomisation et la réinsertion socio-économique des communautés vulnérables s’est faite selon une méthodologie inclusive pour éviter les mécontentements et tensions communautaires lors de la sélection des bénéficiaires. Après les consultations communautaires pour information, ciblage et présélection des bénéficiaires dans les communautés selon des critères d’éligibilité bien définis, des comités de sélection ont siégé dans les 5 communes du projet composés du Comité Communal d'Aide et d'Assistance Sociale (CCASS), des leaders traditionnels des différents groupes de populations de chaque localité, des sectoriels et des autorités administratives pour la sélection définitive des bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR) communautaires, l’appui aux AGR pour les ménages vulnérables et les bénéficiaires des formations professionnelles.

Il faut souligner que concernant l’activité de formation professionnelle, lors de la visite de terrain du secrétariat technique du PBF en février 2021, composé des membres du gouvernement et du secrétariat PBF-UN, une recommandation a été faite à l’endroit de OIM et FAO en faveur jeunes ayant bénéficié du soutien psychosocial et d’une formation par UNFPA pour qu’ils soient appuyés et insérés dans leurs localités en vue de leur autonomisation. Ainsi, une approche coordonnée et conjointe OIM-UNFPA-FAO a rapidement été mise en place pour absorber ces jeunes selon le type de métier (FAO pour les jeunes orientés vers l'agriculture et l'élevage, OIM pour les jeunes formés dans les autres domaines tels que la restauration, le commerce, mécanique auto, informatique, soudure métallique, couture, etc…).

**Les résultats suivants ont été atteints** :

* 05 AGR communautaires (Krouang2 dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo Tsanaga Igawa, Makulahe et Magdeme dans le Mayo-Sava) conduites par 116 bénéficiaires dont 92 hommes et 24 femmes bénéficiaires d’appuis ;
* A Gorai Sirak, formation sur la fabrication du charbon écologique avec l’appui du Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature ;
* À Krouang2, création d’une (1) coopérative, mise en place et gestion d'un moulin à écraser des céréaliers ;
* À Igawa, réalisation d’un AGR communautaire en embouche bovine ;
* À Makulahe, mise en place et gestion d'un moulin à écraser pour céréales ;
* À Magdeme, mise en place et gestion d'un moulin à écraser pour céréales ;
* 990 ménages constitués de 377 ménages hommes, 376 ménages femmes et 237 ménages jeunes parmi lesquels 395 ménages parmi les populations deplacées internes (IDPs) (soit environ 6930 bénéficiaires indirects) ont bénéficié des appuis pour des AGR dans la transformation des produits céréaliers (moulins à écraser et décortiqueuses), petit commerce, agriculture, élevage, couture, maçonnerie, extraction et vente huile d’arachide. etc…
* 500 ménages bénéficiaires de l’axe de production animale soit 159 ménages femmes, 139 ménages hommes et 202 ménages jeunes ont été appuyés dans le renforcement économique et ont été installés. Ainsi chaque ménage a bénéficié de 3 géniteurs améliorés de petits ruminants (2 femelles et 1 mâle) avec les intrants alimentaires et le kit vétérinaire, soit au total 1500 géniteurs de petits ruminants, 1000 sacs de 60 kg de tourteaux, 1000 pierres à lécher de 5 kg, 35 boîtes de déparasitant, 85 boîtes d'antibiotiques et 1600 doses de vaccin. Aussi 6 fermes modèles de formation ont été installées au bénéfice de 90 bénéficiaires (52 hommes et 38 femmes). À date, la moyenne du cheptel au niveau des ménages est au moins le triple du nombre reçu soit environ 9 animaux par ménage.
* 3 forages de production maraîchère ont permis d’installer autour de ceux-ci, 600 unités de production maraîchère pour 600 ménages bénéficiaires. Pour assurer une bonne gestion du forage, un comité de gestion a été mis en place autour de chaque forage. Une unité de démonstration de production maraîchère constituée des bacs hors sol, d’un forage équipé en énergie solaire et d’un système d’irrigation goutte à goutte ont été mis en place pour parfaire le renforcement des capacités des bénéficiaires déjà appuyés par le service technique du MINADER. Pour réduire les pertes post récoltes, les bénéficiaires notamment les femmes, vont être renforcées pour la transformation et le séchage des fruits et légumes. À cet effet, le projet a acquis des séchoirs modernes et les inputs nécessaires pour le renforcement de capacités en attendant la production en cours autour des forages maraîchers.
* Pour les AGR communautaires, des comités de gestion ont été mis en place et les capacités des membres renforcées sur les notions de base en gestion, épargne et petite comptabilité et les bénéficiaires sensibilisés sur les thématiques en lien avec la cohésion sociale car certains ménages bénéficiaires dans le Logone et Chari ont été regroupés en 5 coopératives simplifiées de 25 membres chacune ;
* 104 jeunes dont 58 garçons et 46 filles ont reçu des appuis multiformes pour leur installation et réinsertion socioprofessionnelle en informatique, engraissement des ovins, agriculture, soudure, couture, petit commerce, informatique, élevage, mécanique auto, soudure métallique et restauration. Cette assistance a contribué à leur autonomisation financière.

Une cérémonie de remise solennelle des matériels multiformes aux bénéficiaires a été organisée le 10 juillet 2021 à Mora dans le Mayo Sava ou près de 1500 matériels et intrants en agriculture et élevage, informatique, couture, restauration, transformation des produits ont été remis aux bénéficiaires et structures étatiques tel que le Centre Multifonctionnel de la Promotion des jeunes (CMPJ), Centre de promotion de la femme (CPF) et Centre social pour soutenir les efforts de pérennisation du projet en présence des autorités administrative et traditionnelles. Cette cérémonie de remise du matériel a d’ailleurs été organisée dans toutes les communes du projet.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les activités de renforcement économique ont intégré l'aspect genre dans le ciblage et la sélection des bénéficiaires avec une répartition équitable entre hommes et femmes et entre garçons et filles. Dans les activités de formation et d’appui à l’insertion socio professionnelle, plus de filles (58%) que de garçons (42%) ont été appuyées et installées. Pour l’appui aux ménages pour les AGR, nous enregistrons environ 49% de femmes pour 51% d’hommes appuyés ce qui est représentatif de la population. Par ailleurs, des activités spécifiques ont été orientées uniquement vers certaines catégories. Il s'agit notamment du renforcement des capacités des femmes en transformation et le séchage des fruits et légumes. La réinsertion professionnelle a touché particulièrement les jeunes filles et garçons. Dans ce projet, les femmes et les jeunes filles et garçons ont été représentées à une proportion très encourageante (62%).

**Résultat 3:** La résilience aux conflits des populations affectées, en particulier les jeunes et les femmes, est renforcée pour permettre une meilleure cohésion sociale

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Les besoins humanitaires en Santé Mentale et Soutien Psychosocial (SMSPS) étant très importants en zones de conflits, des actions et activités ont été menées en faveur des acteurs du renforcement des capacités des acteurs et partenaires intervenants psychosociaux dans l’optique de développer des compétences locales en matière de SMSPS, d’harmoniser les interventions et de renforcer l'expertise sur le terrain en intégrant les considérations communautaires liées à la santé mentale et soutien psychosocial dans les interventions. Ainsi, 2 ateliers de renforcement des capacités des acteurs sur la santé mentale et le soutien psychosocial ont été organisés du 20 au 22 avril 2021 et du 27 au 29 juillet 2021 sur le thème renforcement des capacités des acteurs sur la santé mentale et le soutien psychosocial.

Afin de renforcer l’assurance-qualité des formations reçues par les intervenants sociaux en matière d’accompagnement psychosocial, la Délégation Régionale du Ministère des Affaires Sociales de l’Extrême-Nord a entrepris l’élaboration d’un guide de formation des intervenants sociaux avec l’appui technique de UNFPA et OIM. L’atelier de validation du guide tenu à Maroua du 31 mars au 1er avril 2021 a rassemblé l’ensemble des parties prenantes pour enrichir et valider le document. De cet atelier est sorti le guide final enrichi et validé. Il a été produit en plusieurs exemplaires, il est en cours de dissémination.

Dans le cadre de l’activité de soutien psychosocial proprement dite, 1066 personnes ont été accompagnées dont 139 hommes, 148 femmes, 347 garçons et 432 filles. Parmi eux, on enregistre 226 IDPs et 8 retournés. Après évaluation, les personnes qui consomment les substances psychoactives et celles souffrant de dépression, épilepsie, stress post traumatique et psychose ont reçu un soutien spécialisé (psychologique, médical, psychiatrique) par les psychologues et infirmiers psychiatres. Les activités de soutien psychosocial non spécialisé en vue du relèvement moral des bénéficiaires ont été conduites par les assistants psychosociaux et également au niveau communautaire à travers le counselling, les activités socio récréatives, les lifeskills, les vocationnal training, l’écoute, les entretiens individuels et de groupe, les visites à domicile, l’accompagnement pour la mise en place des AGR, l’appui alimentaire et causeries éducatives sur les thématiques telles que l’estime de soi, les dangers de la consommation des stupéfiants, les conséquences des mauvaises compagnies, les dangers des mariages précoces et forcés, la responsabilité parentale, le respect, la tolérance, l’entraide communautaire, etc… Dans le but de réduire et prévenir les tensions communautaires, la célébration de la journée internationale de la paix, les causeries éducatives et les sensibilisations communautaires ont été organisées. 34982 personnes dont 9467 hommes, 8098 femmes, 8002 garçons et 9415 filles parmi lesquels 4368 IDPs ont été sensibilisées sur les thématiques telles que la paix, la mauvaise compagnie, le sens de l’effort, le vivre ensemble, la stigmatisation, la vie associative, le volontariat, la cohabitation pacifique, la résolution pacifique des conflits, la tolérance, le pardon, le respect de la diversité, la lutte contre les discours de haine, etc… Des émissions radios sur les mêmes thématiques ont été diffusées et ont permis de toucher environ 30.000 personnes. Ces activités ont permis d’informer les communautés sur l’existence de la Journée Internationale de la Paix, l’importance de la paix comme gage de développement et renforcer l’harmonie au sein des communautés. Dans la même optique, 6 ateliers de médiation communautaire ont été organisés dans 6 communes du projet avec à la clé 19 plateformes de médiation communautaire de 15 membres chacune (285 membres au total soit 144 hommes, 63 femmes, 46 garçons et 32 filles parmi lesquels 74 membres IDPs et 21 retournés) créés/redynamisées, formées et appuyées en matériel de fonctionnement. L’idée étant de renforcer les mécanismes communautaires de médiation de conflit existants en les outillant pour être des structures de veille et de réponse efficaces aux conflits. Concernant les projets CVR (Community Violence Reduction), 16 projets CVR ont été identifiés dans un processus participatif de l’identification à la réalisation du projet impliquant tous les groupes de populations et les leaders communautaires (IDPs, retournés et communautés hôtes) pour en faire une utilisation commune. L'idée sous-jacente étant la mise en commun des efforts de tous les groupes de populations présents dans une localité pour l'accomplissement d'un projet visant l'amélioration de la qualité de vie de tous les membres de la communauté, favoriserait le dialogue, la cohésion sociale et réduirait les tensions communautaires existantes.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

L'inclusion des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des activités de soutien psychosocial et dans la réalisation des projets CVR. En effet les femmes et les jeunes ont été impliqués lors des consultations communautaires pour les choix des projets CVR et certaines de leurs propositions ont d’ailleurs été choisies lors du choix final consensuel c’est le cas par exemple de la construction de la case de santé communautaire de Igawa ou du projet d’hygiène, assainissement et de reboisement de Krouang II qui était le choix des femmes et à Koza la réfection de la maison/foyer des jeunes était la proposition des jeunes. De plus les jeunes et les femmes étaient également impliqués dans la réalisation de tous les projets CVR.

**Résultat 4: N/A**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)    Le suivi des activités s’est fait à plusieurs niveaux. Au niveau stratégique avec la création du comité local de suivi qui a tenu 4 sessions présidées par les services du Gouverneur de l’Extrême-Nord en septembre 2020, décembre 2020, en février 2021 et juin 2021. Ces sessions ont vu la participation des services du gouverneur de l'Extrême-Nord, les agences de mise en œuvre (OIM, FAO, UNFPA), tous les délégués régionaux des ministères impliqués dans le projet, le Chef de centre régional DDR. Toutefois, selon le besoin certains acteurs autres que les membres du comité ont été parfois invités de manière ad hoc (maires, ONG, chefs traditionnels, etc.).  En février 2021, une visite de suivi des activités à Mokolo, Koza et Mora par les membres du secrétariat technique PBF de Yaoundé composés des membres du Gouvernement a permis d’évaluer l’état d’avancement du projet, de relever les gaps, les difficultés et à faire des recommandations pour améliorer la mise en œuvre mais également de rencontrer et échanger avec les parties prenantes et les bénéficiaires.  Au niveau opérationnel, plusieurs missions conjointes de supervision et de suivi ont été organisées pour le suivi de la mise en œuvre des activités de terrain des partenaires d’exécution. Des descentes ont été également effectuées avec les sectorielles des ministères impliqués dans le projet notamment le suivi normes et qualité des travaux de construction ou réfection pour le CVR, le soutien psychosocial, le suivi des bénéficiaires des AGR agro pastorales. | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?  Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport?  L’évaluation finale est en cours. Cependant des évaluations internes par OIM et UNFPA ont été effectuées pour évaluer le niveau d’avancement de leurs activités et le degré de satisfaction des bénéficiaires. | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 44.000 USD  Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: N/A |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. N/A | Nom de donnateur: Montant ($): |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Suite à des affrontements autour d’un point d’eau entre les membres de la communauté hôte et les populations déplacées internes dans l’arrondissement de Waza Département du Logone et Chari en mai 2021, des activités de renforcement économique et de cohésion sociale ont été étendues à cet arrondissement avec pour objectif de promouvoir et renforcer la cohésion sociale entre les populations qui cohabitent, soutenir les efforts de paix et améliorer leur quotidien. |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

76000$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

* Limitation et réductions des participants aux activités de masse du projet.
* Port obligatoire du Masque par bénéficiaires participants aux activités du projet
* Mise à disposition des caches nez, des gels hydroalcooliques et des kits de lavage des mains
* L'exécution par vagues de certaines activités (par rapport au respect des mesures barrières) et qui a parfois étendu la durée de leur exécution

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Les activités du projet ont été adaptées aux restrictions sanitaires en raison de la pandémie du COVID 19. Le nombre de participants aux activités été réduit pour éviter les contaminations. Des masques en tissu ont été distribués lors des activités communautaires, des kits lave mains ont été distribués dans les chefferies et des sensibilisations systématiques sur le COVID 19 et les mesures barrières ont été menées dans les communautés et à l’entame de chaque activité communautaire.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1**  Les mécanismes communautaires et institutionnels de participation citoyenne et d’accompagnement des populations affectées par la crise sécuritaire sont renforcés et opérationnels | Indicateur 1.1  Nombre de stratégies locales, y compris les PCD, intégrant les préoccupations liées à l’intégration des jeunes (hommes et femmes) affectés par la crise | 0 | 5 |  | 1 | Sur les 5 Plans Communaux de Développement attendus, seul le PCD de la Commune de Koza a révisé et intégré les préoccupations des jeunes et des femmes. Les PCD des 4 autres communes (Mokolo, Mora, Kousseri et Makari) sont toujours en cours de révision. Cet exercice fait intervenir d’autres acteurs hors du projet (PNDP, MINDDEVELL, FEICOM, MINAT, …). Concernant la commune de Koza, la révision avait été amorcée par l’exécutif communal avant la mise en œuvre des activités du projet. Cependant, les membres de l’exécutif communal des Mairies restantes ont tous été édifiés lors des ateliers de plaidoyer organisés à leur intention pour l’intégration des préoccupations des jeunes et des femmes dans leurs Plans Communaux de Développement. |
| Indicateur 1.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.1  Renforcement des plateformes communautaires et structures institutionnelles pour améliorer l’inclusion de tous les citoyens dans la société et leur participation à la gouvernance locale | Indicateur 1.1.1  Nombre de plateformes communautaires et centres d’écoute fonctionnels ayant bénéficié d’un appui | 0 | 24 |  | 34 | La cible a été dépassée parce que nous avons satisfait des centres d’écoutes additionnels dans le sens d’une meilleure coordination |
|  |  |  |  |  |  |
|  | Indicateur 1.1.2  Plaidoyers pour la prise en compte des préoccupations et besoins des jeunes et des femmes affectés par la crise dans les prochains plans de développement communaux. | 0 | 5 |  | 5 ateliers de plaidoyer pour la prise en compte des préoccupations des jeunes et des femmes ont été organisés dans chacune des 5 communes du projet | N/A |
| Produit 1.2  La stratégie régionale d’insertion et de réintégration dans le cadre du processus DDR est fonctionnelle | Indicateur 1.2.1  Nombre d’activités de renforcement des capacités réalisées | 0 | 3 |  | 3 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés sur des thématiques diverses selon les cibles (introduction générale au DDR, opérationnalisation du DDR, planning et mécanismes du DDR, la réintégration, femmes, enfants, jeunes et DDR, exercices pratiques et recommandations sur la stratégie DDR pour le Cameroun) organisés à l’attention des leaders communautaires, leaders d’associations de femmes et de jeunes, les membres du sous-comité technique DDR dans la région de l’Extrême-Nord. | Le DDR étant un sujet sensible et très complexe, le travail de conception et de revue par les multiples instances reste très fastidieux. |
| Indicateur 1.2.2  # de campagne de communication mise au point pour sensibiliser les communautés hôtes | N/A | 1 |  | 1 Avec l’appui du centre régional DDR, une campagne de sensibilisation auprès des communautés ciblées a été organisée sur le statut d'ex-associé, la préparation des cœurs au pardon, la paix et d’autres thèmes, via des sensibilisations de masse, spots et émissions radios diffusées. Ainsi, la mise en place de la campagne de communication et sensibilisation sur les thématiques suscitées, la cohésion sociale et la réconciliation au sein des communautés s’est faite avec validation conjointe (Centre régional DDR, SNU, ONG) des contenus messages de sensibilisation radio diffusés et les descentes de sensibilisation communautaire sur les opportunités qu’offrent le Centre DDR.l’implication du centre régional DDR notamment pour la | N/A |
|  |  |  |  |  |  |  |
| Produit 1.3 | Indicateur 1.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 1.4 | Indicateur 1.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 1.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 2**  Les populations vulnérables et affectées par la crise sécuritaire sont économiquement autonomisées pour une meilleure réinsertion et réintégration sociale | Indicateur 2.1  Réalisation d’une étude de marché sensible au genre sur les opportunités d’emploi dans les communautés cibles. | 0 | 1 |  | 1 L’étude de marché sur les opportunités d'emploi, le travail saisonnier et l'impact du COVID 19 sur le tissu économique local a été réalisée. Les données collectées ont été analysées et le rapport est en cours de finalisation. |  |
| Indicateur 2.2  Une unité de démonstration/formation en technique de production innovante hors sol de maraichère mise en place | 0 | 1 |  | 1 |  |
| Indicateur 2.3  Nombre de champs école mis en place | 0 | 6 |  | 6 |  |
|  | Nombre de personnes formées à travers les champs écoles paysannes | 0 | 75 |  | 90 (52 H et 38 F) | **90 au lieu de 75 s'expliquent par le fait qu'ils ont mis en place 6 unités de fermes ou champs écoles de 15 personnes chacune. 3 Makary et 3 Kousseri.** |
| Produit 2.1 | Indicateur 2.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 2.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 2.2 | Indicateur 2.2.1  Nombre de ménages ciblés appuyés | **0** | 800 |  | 990 (377 ménages hommes, 376 ménages femmes et 237 ménages jeunes) |  |
| Indicateur 2.2.2  Nombre de femmes appuyées | 0 | 100 |  | 200 femmes |  |
| Produit 2.3 | Indicateur 2.3.1  Soutien aux jeunes et femmes pour la mise en œuvre d’activités d’élevage et de pisciculture au travers des dotations en petits ruminants et intrants piscicoles. | 0 | 150 |  | 200 |  |
| Indicateur 2.3.2  Nombre de bénéficiaires formés | 0 | 50 |  | 104 (58 garçons et 46 filles) |  |
| Produit 2.4 | Indicateur 2.4.1  Nombre de projets AGR prépares | 0 | 5 |  | 5 |  |
| Indicateur 2.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 3**  La résilience aux conflits des populations affectées, en particulier les jeunes et les femmes, est renforcée pour permettre une meilleure cohésion sociale. | Indicateur 3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1  Les capacités des communautés, notamment les autorités communautaires, des femmes et les jeunes sont renforcées pour résister aux conflits communautaires et assurer l'intégration des personnes dans le besoin | Indicateur 3.1.1  Nombre d’adolescent(e)s participant | N/A | 8000 |  | 34982 (9467 H, 8098 F, 8002 g et 9415 f) |  |
| Indicateur 3.1.2  Nombre de jeunes et femmes cibles accompagnés | 0 | 1000 |  | 1006 (139 H, 148 F, 347 g et 432 f) |  |
| Produit 3.2  Les capacités des communautés sont renforcées pour résister aux conflits communautaires et assurer l'intégration des personnes dans le besoin | Indicateur 3.2.1  Nombre de groupes cibles soutenus | N/A | 5 |  | 6 | Sur les 6 ateliers de médiation communautaire, un atelier de médiation communautaire supplémentaire a été organisé à Waza et sur les 19 plateformes de médiation communautaire, une plateforme de médiation communautaire supplémentaire a été mise en place à Waza. |
| Indicateur 3.2.2  Nombre de projets CVR mis en place | 0 | 15 |  | 16 | Le projet de réduction des violences communautaires supplémentaires mis en place à Mora. |
| Produit 3.3 | Indicateur 3.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 3.4 | Indicateur 3.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 3.4.2 |  |  |  |  |  |
| **Résultat 4** | Indicateur 4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.1 | Indicateur 4.1.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.1.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.2 | Indicateur 4.2.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.2.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.3 | Indicateur 4.3.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.3.2 |  |  |  |  |  |
| Produit 4.4 | Indicateur 4.4.1 |  |  |  |  |  |
| Indicateur 4.4.2 |  |  |  |  |  |